



Résumé

Alléger le fardeau de la classe moyenne : Examen des conséquences d'une diminution de la contribution des parents aux études postsecondaires

Février 2008

L'aide publique aux études joue un rôle crucial pour favoriser l'accès aux études postsecondaires. Cependant, encore beaucoup d'étudiants manquent de ressources pour s'engager dans des études postsecondaires. Cette recherche examine deux changements de politique au regard de l'aide financière aux études. Le premier concerne le calcul de la contribution financière des parents. En effet, les programmes d'aide financière aux études prévoient que les étudiants dépendants reçoivent une contribution financière de leurs parents pour payer une partie du coût des études et des frais de subsistance. Cependant, l'auteur démontre qu'en général, les parents à revenu moyen ne fournissent pas les contributions financières prévues par les programmes d'aide. Le deuxième changement est l'augmentation du montant maximal que les étudiants peuvent recevoir en aide financière publique, ce qui touche directement la question des « besoins non satisfaits ». Ces deux mesures semblent alléger les dettes des étudiants provenant de familles de la classe moyenne.

L'auteur conclut que les changements apportés à la politique d'aide aux étudiants au cours des dernières années étaient nécessaires, mais pas forcément suffisants. Il y a beaucoup d'arguments qui soutiennent une augmentation de l'aide aux études fondée sur les besoins afin d'assurer que le plus grand nombre possible de Canadiens aient les moyens financiers de payer leurs études sans endettement excessif. L'auteur offre quelques recommandations relatives aux politiques : que les gouvernements ajustent davantage les limites de l'aide publique pour tenir compte de tous les coûts des études postsecondaires et qu'ils restreignent les niveaux d'endettement à un maximum raisonnable, peut-être 6 000 \$ ou 7 000 \$ par année d'études.